

ARTICLE EX-POST

Événement du RAN sur les politiques et les pratiques:

Défis communs dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent dans les Balkans occidentaux et l'Union européenne

Introduction

Les pays des Balkans occidentaux et l'Union européenne sont confrontés à des défis communs dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent; nombre de ces défis convergent d'une région à l'autre. Toutefois, la pratique montre qu'il n'existe pas de stratégie unique de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent qui convienne à tous. Les multiples acteurs impliqués ne peuvent pas non plus réussir individuellement à prévenir la radicalisation et à lutter contre l'extrémisme violent.

Lors de la première édition de l'événement du RAN sur les politiques et pratiques concernant les défis communs dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, qui s'est tenue à Sofia le 4 avril 2018, des responsables politiques se sont réunis avec des praticiens des Balkans occidentaux et de l'UE pour aborder plusieurs sujets clés. Ils ont abordé le rôle de la religion dans la

prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, les approches locales en matière de dialogue avec les communautés, la coopération multilatérale et les défis inhérents aux enfants «revenants» et élevés dans des contextes extrémistes.

Cet article ex-post présente la synthèse des recommandations et des meilleures pratiques issues de cette réunion. Il s'adresse aux responsables politiques et aux praticiens qui souhaitent améliorer leur compréhension des besoins et des objectifs de leurs homologues et qui souhaitent améliorer la coopération mutuelle à tous les niveaux. L'échange de meilleures pratiques des pays des Balkans occidentaux et de l'UE peut contribuer à mieux préparer les deux régions à faire face aux menaces et défis auxquels elles pourraient être confrontées.

Partie 1: Partenariats multiples: besoins et défis

Les acteurs qui travaillent dans le cadre de partenariats multiples éprouvent des besoins variés et font face à de nombreux défis. Les responsables politiques et les praticiens des pays des Balkans occidentaux et de l'UE se sont inspirés de leur expérience et ont présenté trois dimensions des partenariats multiples qui sont essentiels pour affronter avec succès les problèmes connexes.

1. La religion joue un rôle important dans la radicalisation, et par conséquent dans les efforts de déradicalisation ou de désengagement.
2. Des approches localisées sont nécessaires pour engager le dialogue avec les communautés.
3. La coopération multi-disciplinaire est vitale pour prévenir la radicalisation et lutter contre l'extrémisme violent.

Chaque objectif est accompagné de défis connexes et des solutions y sont proposées.

1. Le rôle de la religion

En ce qui concerne la dimension religieuse, les participants ont rappelé les enseignements suivants, qui résument l'expérience des pays des Balkans occidentaux et de l'UE.

Leçon 1.1. Trouver des partenaires pour canaliser la religion de manière constructive

- La dimension religieuse offre un cadre pour la reconstruction de l'identité, avec des conseils et un ensemble clair de normes.
- Elle peut permettre de pallier les carences de l'État pour répondre aux besoins fondamentaux des citoyens.
- Essayer de renverser les idéologies religieuses n'est pas la méthode la plus efficace. Au contraire, les interventions encouragent la pensée critique et aident les individus à réévaluer de façon éclairée leurs propres idées.
- Utiliser le dialogue plutôt que les arguments conflictuels.
- Promouvoir des valeurs communes et réduire les sentiments qui s'opposent à une religion spécifique, tels que les

sentiments anti-musulmans et antisémites.

Leçon 1.2. Des mesures politiques efficaces sont nécessaires pour améliorer la compréhension du rôle de la religion dans un contexte sécuritaire.

- Le débat sur la question de la sécurité concernant l'«extrémisme religieux» perçu révèle souvent un manque de culture religieuse et un vocabulaire comportant des expressions ambiguës, qui sont souvent interprétées différemment selon le groupe concerné.
- L'instauration d'une confiance et d'une compréhension mutuelles en matière de religion constitue le fondement le plus solide en ce qui a trait à la sécurité.
- Une interaction, une réflexion et un dialogue accrus entre les parties prenantes telles que les décideurs, les médias et les communautés sont nécessaires pour obtenir des représentations plus précises et nuancées des conflits et de la violence à motivation religieuse.

Leçon 1.3. Considérer l'influence des idéologies djihadistes radicales dans l'Islam

- La percée des idéologies ultraconservatrices (salafistes et wahhabites, par exemple) dans les communautés musulmanes traditionnellement modérées et tolérantes crée de nouveaux défis qui appellent une intervention de différents acteurs.
- Certains facteurs internes ont favorisé la propagation des idéologies djihadistes radicales étrangères dans les communautés, comme l'insuffisance du soutien de l'État ou des services de base (éducation, soins de santé et autres services sociaux, par exemple).

- Dans certaines régions, des solutions alternatives sont proposées par des organisations religieuses ayant un point de vue plus extrémiste, mais avec moins de partenariats avec les autorités locales et nationales.

Des interventions appellent à:

- une prise de conscience des carences des services communautaires, une réponse aux besoins de la communauté et une coopération avec la communauté religieuse pour réduire l'influence des idéologies militantes du djihad.
- la création de contre-discours efficaces.

Leçon 1.4. La religion peut jouer un rôle dans le processus de radicalisation et de déradicalisation

- Bien que la religion puisse intervenir à la fois dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, il est impossible de se concentrer uniquement sur l'aspect religieux.
- En se focalisant exclusivement sur la dimension religieuse de ces processus, à l'exclusion d'autres facteurs, on obtient une représentation inexacte des enjeux; de telles négligences peuvent avoir des conséquences si l'on ne tient pas compte des facteurs ignorés.
- Sur certaines voies de la radicalisation, la religion est exploitée ou mal utilisée.
- Lorsque la religion revêt un rôle déterminant dans un processus de radicalisation, elle peut également contribuer à la prévenir et la combattre, au moyen de mesures de déradicalisation et de désengagement.

Leçon 1.5. Les communautés religieuses sont des partenaires importants dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent.

- Le conseil religieux peut être un moyen positif de soutenir les personnes qui sont vulnérables aux idéologies extrémistes d'inspiration religieuse.
- Les partenaires communautaires sont essentiels pour désamorcer les tensions dans les sociétés polarisées.
- Les questions religieuses exigent le respect des différentes priorités/besoins/vues que les communautés religieuses peuvent avoir.

Leçon 1.6. Les niveaux sociétal et individuel méritent d'être distingués.

- La stigmatisation des groupes religieux est à éviter.
- Répondre aux besoins individuels des membres de la communauté constitue la première étape pour renforcer sa résilience.
- Le fait de commencer à travailler au niveau individuel peut aider les gens à surmonter leurs craintes et à habiliter ceux qui sont prêts à dénoncer la violence.

Leçon 1.7. L'enseignement religieux, et plus généralement l'éducation, joue un rôle essentiel dans la prévention de la vulnérabilité à la propagande et aux interprétations extrémistes qui émanent de sources religieuses.

- Établir un lien entre le travail de lutte contre la violence et l'éducation civique et le discours théologique.
- Améliorer le réseau d'imams au sein de l'UE.
- Renforcer la coopération avec les islamologues.

On peut citer comme exemple de pratique prometteuse le Réseau de prévention de la violence (VPN) en Allemagne.

Encadré 1 La méthode Verantwortungspädagogik® (éducation à la responsabilité) (Allemagne)

Depuis 2001, l'équipe VPN a réussi à réduire le nombre de crimes graves à motivation idéologique et religieuse et les actes de violence extrêmes commis par des jeunes. Grâce à la méthode Verantwortungspädagogik® (éducation à la responsabilité), le VPN a identifié un moyen de s'adresser aux personnes qui s'identifient aux structures antidémocratiques sans les humilier, facilitant ainsi leur réintégration dans la communauté démocratique. Grâce à son travail approfondi auprès des jeunes d'extrême droite et des jeunes menacés par le fondamentalisme islamiste, l'équipe VPN qui jouit d'une renommée nationale a acquis une expertise dans le travail avec des délinquants criminels à motivation idéologique.

2. Des approches locales pour un impact communautaire accru

Des approches localisées, guidées par le contexte local et reflétant les circonstances locales, sont considérées comme essentielles pour prévenir la radicalisation de l'extrémisme violent, tant dans les Balkans occidentaux que dans l'UE. Les approches doivent être adaptées en conséquence, en particulier lorsqu'il s'agit de dialoguer avec les communautés.

La collaboration avec les autorités locales va dans l'intérêt des communautés: en partageant des connaissances et des ressources avec les autorités locales, les communautés peuvent mieux servir leurs membres et les protéger des influences extrémistes.

La prévention précoce de la polarisation, de la radicalisation et de l'extrémisme exige une coopération multi-disciplinaire au niveau local, afin d'atteindre les objectifs communs suivants:

- renforcer la résilience des personnes, en responsabilisant les professionnels, les parents et les communautés;

- stimuler la coopération intersectorielle et une approche intégrée avec le domaine social;
- mener des campagnes de sensibilisation et établir un agenda dans le domaine social.

L'instauration d'une coopération, d'une confiance et d'un dialogue solides entre les agences a un impact positif sur l'ensemble du processus.

Toutefois, cette collaboration peut se heurter à un certain nombre de difficultés au cours du processus, par exemple dans les préparatifs, l'établissement de contacts, le choix des partenaires, le dialogue et la collaboration, et la réaction aux crises.

Les compétences et les politiques locales varient considérablement d'un pays à l'autre. Quels sont les éléments qui fonctionnent le mieux lors de la mise en œuvre des stratégies et des plans d'action locaux?

Leçon 2.1. Créer un contexte national, favorisant une approche localisée

- Le soutien national est essentiel à la réussite des efforts locaux visant à prévenir la polarisation et la radicalisation et à lutter contre l'extrémisme violent.
- Les autorités nationales jouent un rôle important en ce sens qu'elles créent les conditions préalables à une collaboration fructueuse.
- La politique nationale, les budgets et la communication ont un impact direct sur les conditions dans lesquelles les autorités locales et les communautés opèrent.

Leçon 2.2. Reconnaître l'importance de l'approche localisée

- C'est au niveau local que les mesures de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent sont mises en œuvre, avec un travail au plus près des personnes à risque.

- Créer une stratégie claire pour les travailleurs de première ligne: les former, les sensibiliser et amener les praticiens locaux à comprendre leur rôle.
- Dans les pays dotés d'une structure de gouvernance centralisée, créer des équipes nationales mobiles qui peuvent travailler au niveau local.

Leçon 2.3. Reconnaître la complexité des communautés

- Les communautés sont diverses: reconnaissez et comprenez cette complexité et adoptez des approches différentes selon les communautés et les personnes-ressources au moment d'établir le contact. Il n'existe pas d'approche universelle;
- Assurez-vous que les représentants de la communauté sentent que le partenariat est égal.
- La consultation des communautés concernées facilitera l'identification des problèmes comme les stratégies qui ont échoué.

Leçon 2.4. Ne pas adopter une approche descendante

- Le processus devrait toujours être initié selon les besoins locaux.
- L'expérience montre que les mesures ascendantes à partir de la communauté peuvent se révéler plus efficaces que des politiques gouvernementales descendantes. Au sortir de la crise, les autorités locales devraient impliquer les communautés et travailler ensemble en faveur du relèvement. Quel que soit le type de crise, l'autorité locale doit contacter le réseau communautaire de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent pour se tenir informée des préoccupations, des besoins et des craintes des différentes

communautés. La mise en place d'un réseau de communautés permettra d'intervenir plus efficacement lorsqu'un incident se produit.

Leçon 2.5. Élaborer un système de partage de l'information et de renforcement de la confiance.

- Établir des liens et instaurer la confiance exige du temps et des efforts.
- Apprendre à communiquer efficacement avec différentes communautés, chacune possédant ses propres règles, valeurs et coutumes.
- Manifester du respect et de l'appréciation à l'égard de tous les acteurs.

Leçon 2.6. Établir les conditions d'une coopération multi-disciplinaire au niveau local

- Créer des réseaux locaux multi-disciplinaires réunissant les acteurs compétents.
- Appliquer une approche globale. Il s'agit d'une démarche multidimensionnelle qui implique des acteurs non traditionnels du secteur social (par exemple, les professions de la santé), des services (par exemple, les banques et les institutions financières) et des cercles sociaux (par exemple, les communautés et les institutions religieuses).

Leçon 2.7 Concevoir des stratégies ou des plans d'action locaux

- La plupart des stratégies ou plans d'action locaux utilisent le triangle de prévention sous une forme ou une autre. Le triangle classe la prévention en différents niveaux d'intervention: (1) générale (pour cibler la société en général), (2) spécifique

(groupes et individus à risque), et (3) individuelle (individus radicalisés).

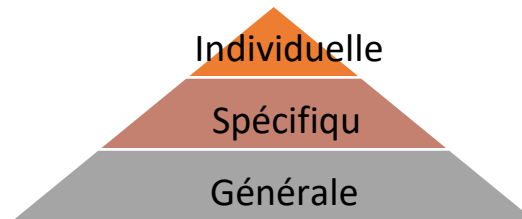


Figure 1 Le triangle de prévention

La prévention générale peut porter sur: - l'éducation civique

- les programmes de contre-discours
- la stimulation de la cohésion sociale
- le soutien parental pour tous les parents.

Prévention spécifique ou ciblée:

- stimuler une coopération étroite entre les écoles, les services de jeunesse, les institutions sociales, la police, etc.
- former des professionnels à l'animation de programmes visant à responsabiliser les parents
- adopter une approche par les chiffres clés/réseaux stratégiques.

Prévention individuelle:

- constituer une équipe multi-disciplinaire de gestion de cas
- mettre en œuvre des programmes de réinsertion.

Des exemples de différents modèles d'approches locales pour l'engagement communautaire sont présentés ci-dessous.



Figure 2 Équipes locales et multi-disciplinaires de gestion de cas (Pays-Bas)

- **PRÉVENIR** l'extrémisme violent par des mesures de prévention coordonnées, adoptées tant au niveau national que municipal.
- **SIGNALER** les cas individuels montrant des signes de radicalisation croissante vers l'extrémisme violent ou ceux dont il est confirmé qu'ils ont besoin d'être déradicalisés ou réinsérés dans la société.
- **ABORDER** les cas signalés, leurs racines, leurs déclencheurs et leurs facteurs instrumentaux, afin de les désengager, les déradicaliser ou les réintégrer.

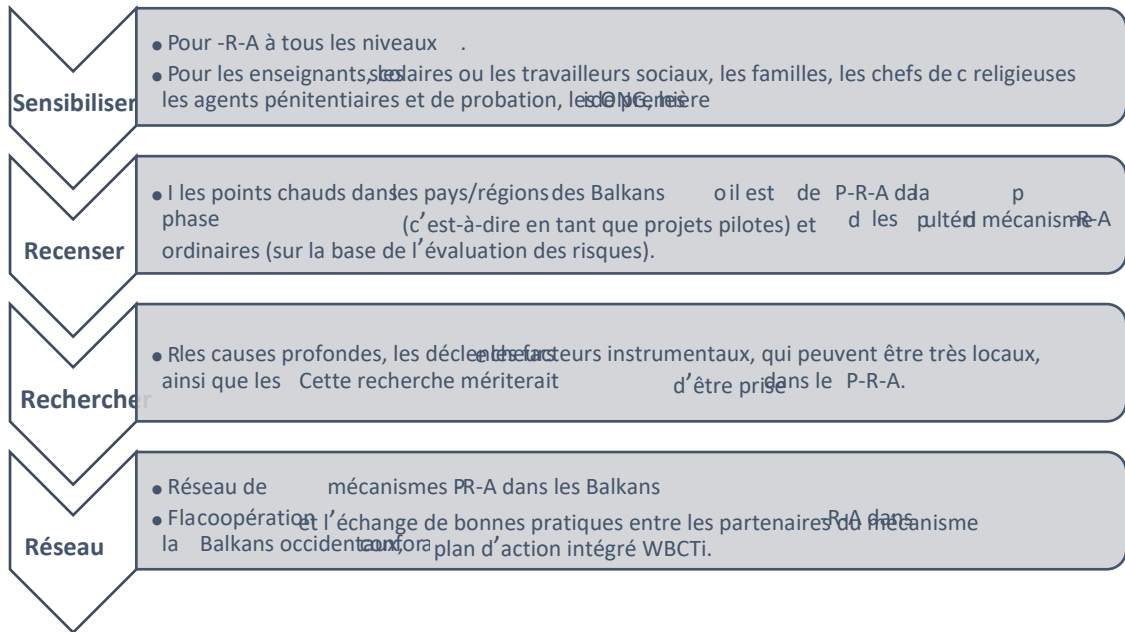


Figure 3 Phases de développement du mécanisme P-R-A dans les pays des Balkans occidentaux

3. Coopération multi-disciplinaire

Les responsables politiques et les praticiens des pays des Balkans occidentaux et de l'UE ont souligné les nombreux avantages de la coopération multi-disciplinaire pour prévenir la radicalisation et lutter contre l'extrémisme

violent. La coopération multiorganisationnelle ne repose pas sur un modèle unique, qui doit souvent être adapté au contexte local.

Des myriades de solutions multi-disciplinaires et de types de collaboration ont été présentées, chacune d'entre elles ayant son propre objectif: prendre des décisions, coordonner les efforts, fournir des services complets, etc. Certaines sont moins intégrées,

comme dans le cas des équipes assurant la liaison à distance et faisant office de points de liaison. D'autres travaillent en équipe regroupée pour faire face à une menace particulière

(¹) Voir le document d'analyse du RAN H&SC sur *Le travail multi-disciplinaire et la prévention de l'extrémisme violent I* (avril 2018) à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/homeaffairs/sites/homeaffairs/files/what-wedo/networks/radicalisation_awareness_network/ran-papers/docs/multi-agency-working-preventing-violent-extremism-042018_en.pdf en ligne.

ou pour travailler à des objectifs stratégiques à long terme.

Des obstacles à la coopération multi-disciplinaire persistent: obstacles juridiques et procéduraux empêchant le partage de l'information, absence de politiques et de directives pratiques clairement établies en matière de coopération interinstitutions dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, manque de confiance, obstacles culturels et antécédents en termes de concurrence interorganisations (¹).

Les acteurs les plus souvent impliqués dans le travail multi-disciplinaire concernent la police, les travailleurs sociaux, les professionnels de la santé, les éducateurs, les organisations non gouvernementales (ONG) et les entreprises.

Les recommandations et les enseignements tirés de l'expérience pour établir et maintenir une coopération efficace et durable entre tous les acteurs nécessaires aux niveaux national et local dans les pays des Balkans occidentaux et de l'UE sont présentés ci-dessous.

Leçon 3.1. Les pays élaborent leurs propres modèles de coopération multi-disciplinaire

- La création d'une structure multi-disciplinaire est un long processus.
- Les échanges d'expériences et de bonnes pratiques sont fortement recommandés entre les pays et les régions, tant dans les pays des Balkans occidentaux que dans ceux de l'UE.
- Le transfert de connaissances entre les États membres ainsi que la formation et l'expérience en matière de sensibilisation sont encouragés tant au niveau de chaque État membre qu'à celui de l'UE et des pays des Balkans occidentaux.
- Les enseignements tirés de ces échanges doivent être adaptés aux contextes nationaux et locaux afin de mettre en place une structure multi-disciplinaire appropriée.

Leçon 3.3. La coordination entre les différentes parties prenantes constitue toujours un défi

- Convient-il de confier à un seul organisme chef de file la responsabilité de la coopération entre plusieurs organismes ou d'établir un partenariat sur un pied d'égalité? Qui devrait en être responsable?
- La définition claire des responsabilités au niveau national et à différents niveaux de direction paraît donc judicieuse.

Leçon 3.3. Le besoin de cadres et d'ententes de partage de l'information

- Les échanges d'informations au sein des agences et entre elles posent un défi majeur.
- Tous les intervenants ont-ils accès au même niveau d'information? Les acteurs n'ont pas tous accès à toutes les bases de données. Ces circonstances exigent la mise en place d'un modèle efficace de partage de l'information.

- La question primordiale est celle de la culture actuelle de l'information classifiée, en particulier dans le cas d'informations sensibles qui traversent les frontières d'un système public pour être partagées avec des partenaires privés externes.
- De toute évidence, il est donc important de distinguer les informations véritablement classifiées des informations sensibles qui pourraient être partagées, avec une certaine prudence.
- s'engager dans une vaste coordination avec les autorités, la société civile et la communauté locale;
- respecter les droits de l'homme et l'État de droit;
- assurer la transparence et une coordination claire,
- recourir à des mesures douces et dures, à des interventions, à des services ciblés et à des actions de sensibilisation.

Leçon 3.4. Développer un langage et des outils communs

- Un langage et un ensemble d'outils communs sont indispensables pour travailler avec les délinquants radicalisés. Cela permettra à toutes les parties concernées de travailler sur les mêmes définitions et de partager une compréhension commune de l'évaluation des risques et de la catégorisation des délinquants radicalisés.

Leçon 3.5. Utiliser/adopter les structures multi-disciplinaires existantes

- Les structures multi-disciplinaires déjà en place pour d'autres types de délinquants (par exemple la criminalité organisée, les membres de gangs ou les délinquants sexuels) peuvent être adaptées pour fonctionner pour les délinquants radicalisés.
- Dans ces cas, la nouvelle structure peut être construite rapidement, grâce à la politique existante, au cadre de partage de l'information et à la formation, qui peuvent être adaptés aux différents contextes.

Les études de cas suivantes ont été présentées comme des exemples de coopération multi-disciplinaire dans les pays des Balkans occidentaux et de l'UE.

Encadré 2 Coopération multi-disciplinaire (Bosnie-

Principes recommandables pour la coopération multidisciplinaire:

<p>Organe de coordination</p> <ul style="list-style-type: none"> Organe intersectoriel de supervision: organe d'experts du Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine <p>Tâche</p> <ul style="list-style-type: none"> Suivre la mise en œuvre de la Stratégie de la Bosnie-Herzégovine pour prévenir et lutter contre le terrorisme à l'horizon 2015-2020. Composé de 14 membres permanents provenant de différentes institutions, principalement du secteur de la sécurité. Des représentants d'organisations internationales, du monde universitaire et du secteur non gouvernemental peuvent également participer en qualité d'observateurs. Mise en place d'organes de coordination aux niveaux subordonnés pour inclure les parties prenantes locales <p>Mécanisme d'orientation</p> <ul style="list-style-type: none"> Recensement des parties prenantes, principalement au niveau local Collecter et partager l'information à tous les niveaux Mise en place d'équipes multidisciplinaires au niveau local, principalement dans les secteurs de l'éducation, des soins de santé, des communautés religieuses et de la police Établissement de mécanismes/procédures de communication et méthode de partage d'informations confidentielles entre les parties prenantes locales RAN Bosnie-Herzégovine - Groupe d'amis - Organe de supervision, OIM, communauté universitaire et secteur non gouvernemental
--

Groupes de coopération locale	Travail d'ancrage/équipes (premières bases dans les années 1990)
Membres	
<ul style="list-style-type: none"> Différentes autorités Représentants d'ONG (permanents) ou au cas par cas) Dirigé par le représentant de la municipalité ou de la police 	<ul style="list-style-type: none"> Police, travailleurs sociaux, infirmières psychiatriques, animateurs jeunesse Dans toutes les circonscriptions de police
Tâches	
<ul style="list-style-type: none"> Élaborer et mettre à jour un portrait de la situation locale Impliquer différents partenaires dans les efforts de prévention, y compris la gestion de leurs organisations. Formation, projets, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Intervention précoce dans le comportement criminel - approche globale Prévention de la radicalisation violente
Valeur ajoutée	
<ul style="list-style-type: none"> Approche commune et portrait de la situation Appui au travail préventif et à l'intervention 	<ul style="list-style-type: none"> Interventions Différents experts, contacts avec différentes autorités

Herzégovine)

*Encadré 3 Coopération locale et travail multiprofessionnel
(Finlande)*

Partie 2: Jeunes enfants dans des milieux extrémistes

La deuxième partie du présent document examine les réponses politiques et pratiques pertinentes dans le cas des jeunes enfants évoluant dans des milieux extrémistes. Nous abordons plus particulièrement les interventions auprès des enfants «revenants», le rôle des parents, des grands-parents et des familles d'accueil dans la prise en charge des enfants élevés dans des milieux extrémistes et les difficultés de la prise en charge des enfants à qui on a inculqué la haine des sociétés dans lesquelles ils vivent.

4. Enfants «revenants»: risques

Les enfants qui reviennent d'une zone de conflit djihadiste constituent une part importante de la menace djihadiste globale qui pèse sur leur pays. Il existe trois catégories d'enfants «revenants»: les enfants qui se sont rendus par choix dans une zone de conflit djihadiste ; les enfants qui y ont été emmenés par l'un de leurs parents ou les deux ; et les enfants qui y sont nés de parents de l'UE ou des Balkans occidentaux. Que savons-nous des enfants «revenants»?

- Ces enfants ont probablement été témoins d'horribles actes de violence, de tortures et d'exécutions. Ils ont également connu des combats, la perte de leurs parents ou de membres de leur famille et la vie dans la peur.
- De tels événements sont susceptibles de les avoir affectés négativement sur le plan psychologique, en engendrant

notamment du stress post-traumatique et d'autres traumatismes.

- Les garçons de plus de 10 ans ont probablement reçu une formation sur les armes et ont pu participer à des activités militaires et, éventuellement, à des exécutions.
- Ils ont été endoctrinés par la propagande de Daesh et éduqués dans la colère et la haine contre ses ennemis.

Ces enfants sont d'abord et avant tout des victimes de Daesh, en raison du stress et des traumatismes

(²) Rapport intermédiaire du Groupe d'experts de haut niveau de la Commission relatif à la radicalisation (HLCEG-R)

<http://ec.europa.eu/transparency/regexpert/index.cfm?do=groupDetail.groupDetailDoc&id=36235&no=1>

que leur a infligés la violence qu'ils ont subie. Néanmoins, certains d'entre eux représentent une menace pour la sécurité de leur pays d'origine, ou pourraient le devenir. Le fait que les jeunes enfants «revenants» sont à la fois des victimes et une menace pour la sécurité (future) est également souligné dans le rapport intérimaire du HLCEG-R².

On peut citer comme facteurs de menace:

- l'expérience du combat
- l'endoctrinement
- l'attitude parentale
- le danger abstrait des enfants nés sous Daesh: les adultes «revenants» pourraient conserver leur attitude islamiste et élever leurs enfants en conséquence.

Lors de l'évaluation du risque potentiel de retour des enfants, il est important de faire une distinction entre les trois groupes d'âge suivants³.

1. Jeunes adolescents/adolescents (10-17 ans)

- La quasi-totalité des jeunes garçons ont reçu une formation au combat, et beaucoup d'entre eux se sont livrés au terrorisme et à des actes de violence.
- Sous-groupe séparé: certains enfants, âgés de 15 à 17 ans, ont voyagé seuls, et ont rejoint Daesh sans leurs parents.

2. Enfants et pré-adolescents (4-10 ans)

- Endoctrinés, ils n'ont probablement pas été eux-mêmes impliqués dans des actes de violence terroriste.
- Ils ont probablement été exposés à la violence terroriste.

3. Nourrissons et tout-petits (0-3 ans)

- Ils ont été moins de temps exposé à l'endoctrinement, mais ils ont souffert de mauvaises conditions de vie et de traumatismes parentaux, et peuvent avoir subi de la violence ou en avoir été les témoins.

Le niveau de risque que représentent ces enfants dépend du groupe d'âge: les adolescents «revenants» peuvent constituer une menace sérieuse; les enfants et les préadolescents ne représentent pas (du moins, pas

⁽³⁾ <https://alde.livcasts.eu/child-returneesmanaging-the-return-of-european-children-fromjihadist-conflict-zones>

directement) une menace; les nourrissons et les jeunes enfants ne représentent certainement pas un risque immédiat, mais ils peuvent présenter un grave problème de réinsertion sociale. Des outils de prise en charge des enfants et d'évaluation des risques doivent être mis en place à leur retour.

Quatre approches sont actuellement appliquées dans les pays de l'UE en ce qui concerne le retour des enfants de Daesh:

1. aucune aide proactive pour organiser le retour des enfants: aucune délivrance de documents de voyage;
2. accorder aux enfants âgés de moins de 9 ans le droit au retour;
3. informer les grands-parents de l'endroit où se trouvent leurs petits-enfants et leur permettre d'essayer d'organiser leur retour;
4. apporter une aide aux enfants dans les camps de détention.

Après leur retour dans leur pays d'origine, une évaluation des risques établit le risque actuel et futur que les enfants pourraient poser à l'avenir, en cas de retour à la violence en raison de l'échec de la resocialisation.

Lorsque la resocialisation ne s'accompagne pas des meilleures mesures possibles, les enfants «revenants» peuvent rester vulnérables à la radicalisation ou à l'extrémisme violent à un âge plus avancé, ce qui se traduit éventuellement, même après plusieurs années, par une menace sécuritaire.

Les principaux enjeux concernent les questions suivantes:

- comment mettre en œuvre une réponse politique appropriée;
- comment mettre en place un système adéquat pour répondre aux besoins psychologiques et de soins des enfants «revenants»;

⁽⁴⁾ Voir le document de recherche d'Assad Almoammad, ICCT, *SIS Child Soldiers in Syria: The structural and predatory recruitment, enlistment, pre-training indoctrination, training, and deployment* (février

- comment mettre en œuvre des plans de resocialisation efficaces, afin d'éviter une nouvelle radicalisation.

La question de la prise en charge des enfants exposés à l'endoctrinement Daesh pose un autre défi, dans le cas des enfants vivant en territoire sous domination Daesh et des enfants exposés à la propagande Daesh en ligne dans les autres régions.

Les enfants qui grandissent dans les territoires tenus par Daesh ont été victimes du recrutement prédateur ou structurel de Daesh (4) et de son endoctrinement dans les écoles de Daesh, qui servaient de base d' enrôlement et de formation pour les enfants fréquentant l'école avec l'approbation des parents, pour les enfants isolés des membres adultes de leur famille et pour ceux qui étaient orphelins. Les données présentées suggèrent que l'endoctrinement et la formation des orphelins et des enfants étrangers ont été les plus intenses, dans le but de créer la prochaine génération de combattants Daesh, forts et fidèles.

Un autre enjeu a trait aux outils utilisés par les terroristes pour endoctriner et recruter des enfants sur Internet: chansons pour enfants, jeux vidéo (par exemple Super Mario ISIS), programmes télévisés destinés aux enfants et applications mobiles. Dans de tels cas, des mesures de surveillance et de régulation du temps que les enfants passent en ligne et de l'intensité de leur engagement en ligne devraient être utilisées dans le cadre de programmes de déradicalisation. Les enfants qui ont été systématiquement manipulés par les méthodes programmatiques de l'endoctrinement de Daesh peuvent représenter une menace pour la sécurité.

Au regard des enjeux présentés, les enseignements tirés de la réunion pourraient aider les décideurs et les praticiens des pays des Balkans occidentaux et de l'UE à améliorer les systèmes et outils actuellement utilisés dans leurs pays

2018) à l'adresse suivante:

[https://icct.nl/wpcontent/uploads/2018/02/ICCT-
Almohammad-ISISChild-Soldiers-In-Syria-
Feb2018.pdf](https://icct.nl/wpcontent/uploads/2018/02/ICCT-
Almohammad-ISISChild-Soldiers-In-Syria-
Feb2018.pdf).

en matière de retour, de recrutement et d'endoctrinement d'enfants.

Leçon 4.1. Document d'orientation ou plan d'action national

- Élaborer un document d'orientation ou un plan d'action national pour les enfants «revenants».
- Instaurer des mécanismes nationaux d'observation des enfants en matière de soins, de traumatismes, de risques pour la sécurité et d'aide professionnelle spécifique.
- Produire une enquête annuelle sur le développement et les besoins des enfants «revenants».

Leçon 4.2. Soutien aux parents et aux familles

- Prodiguer la meilleure prise en charge possible aux jeunes «revenants» après leur retour: de préférence, les héberger chez des membres de leur famille (parents, grands-parents ou autres membres de la famille non radicalisés) ou, si nécessaire, dans une famille d'accueil professionnelle ou un centre professionnel d'observation ou de soins.
- Apporter aux membres de la famille tout le soutien nécessaire pour répondre aux besoins des enfants «revenants».

Leçon 4.3. Soutien et connaissances en matière de services sociaux

- Garantir que les services sociaux disposent de connaissances et d'une expertise suffisantes.
- Instaurer une coordination et un échange d'informations appropriés pour tous les acteurs concernés (les craintes qu'un enfant risque de s'impliquer dans un

extrémisme islamiste violent doivent toujours être signalées).

Leçon 4.4. Renforcer la responsabilité démocratique des écoles

- Garantir que les initiatives scolaires visant à promouvoir les valeurs démocratiques répondent aux besoins des enfants en leur proposant des espaces de discussion sur des questions difficiles, notamment l'extrémisme islamiste violent.

Leçon 4.5. Processus et mesures de protection efficaces

- Protéger les enfants contre de nouveaux préjudices et réduire la probabilité qu'ils puissent constituer une menace à l'avenir.

On peut citer comme exemple de bonne pratique le programme de protection et d'évaluation en France, décrit ci-dessous.

Encadré 4 Programme de protection et d'évaluation (France)

Le programme est basé sur:

- le renvoi systématique au juge pour mineurs en vue de mesures de protection;
- l'évaluation de chaque situation individuelle par les services de protection judiciaire de la jeunesse;
- une évaluation médico-psychologique;
- la scolarisation la plus précoce possible;
- des unités locales de prévention de la délinquance et de la radicalisation, et un appui aux familles, sous la présidence des préfets, pour assurer le suivi global de ces enfants et de leurs familles;
- une formation spécifique pour les professionnels.

La nécessité de prévenir la radicalisation et la discrimination ne se limite pas aux seuls enfants «revenants». Une prévention précoce est également nécessaire dans les familles où

les parents radicalisés ont de jeunes enfants. Les exemples de radicalisation des jeunes sont nombreux, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la cellule familiale, et chaque cas nécessite une réponse adaptée.

L'outil danois Aarhus, destiné aux praticiens qui interviennent dans la lutte contre l'extrémisme chez les enfants, en est un exemple modèle.

Le programme de prévention vise à prévenir la radicalisation violente de jeunes qui ne représentent pas encore un danger ou un risque pour la sécurité, mais qui peuvent le devenir si leur processus de radicalisation se poursuit dans un sens violent, pour ensuite se livrer à des actes terroristes.

En pareil cas, cinq aspects doivent faire l'objet d'une attention particulière:

1. le développement et le comportement;
2. les rapports familiaux;
3. l'école et la garderie;
4. les soins de santé;
5. les loisirs et les amitiés.

Des mesures anti-radicalisation spécifiques sont recommandées dans les cas où des facteurs de risque de radicalisation violente sont identifiés. Il peut être nécessaire de mobiliser la famille, les pairs, l'école, les clubs, etc. pour aider les jeunes à se détourner de la radicalisation. Les enfants doivent pouvoir se faire entendre.

Dans certains cas, il peut être nécessaire, dans l'intérêt de l'enfant, de le retirer de sa famille lorsque son maintien sous la garde de parents radicalisés peut se révéler inapproprié ou insoutenable pour l'enfant. Dans de tels cas, un placement en famille d'accueil est arrangé ou, de plus en plus, des grands-parents non radicalisés peuvent être amenés à se substituer aux parents.

À la suite de l'enquête sur la prise en charge des enfants «revenants» par le Représentant personnel du SG/HR pour la coordination de la lutte contre le terrorisme parmi les États membres de l'UE, la Norvège, la Suisse et les Balkans occidentaux, une réunion consacrée à ce thème a permis de présenter les dix recommandations suivantes.

- Cette approche en 10 étapes du RAN permet d'apporter un soutien aux familles ⁽⁵⁾.
- Offrir activement des services aux personnes, même si elles n'en font pas la demande.
- Coordonner les cas individuels avec tous les partenaires concernés.
- Élaborer des outils d'évaluation des risques et des besoins adaptés aux enfants (y compris une approche qui tient compte des questions d'égalité des sexes).

- Entretien avec les mineurs accompagnés et non accompagnés qui demandent l'asile.
- Privilégier le développement positif à long terme des enfants.
- Aide à l'étranger: étudier les meilleurs moyens de venir en aide aux enfants dans les anciens territoires contrôlés par Daesh (éducation et assistance psychologique).

⁽⁵⁾ Voir l'article ex-post du RAN YF&C H&SC Travailler avec les familles et protéger les enfants de la radicalisation: *document d'orientation étape par étape à l'intention des praticiens et des décideurs politiques*, (février 2017) à l'adresse suivante:

https://ec.europa.eu/homeaffairs/sites/homeaffairs/files/what-wedo/networks/radicalisation_awareness_network/a_bout-ran/ran-h-and-sc/docs/ran_yf-c_h-

- Dispenser des conseils religieux encadrés, le cas échéant.
- Développer des outils pour mieux communiquer les valeurs européennes.
- Considérer dans les interventions les enfants réfugiés venant d'anciens territoires contrôlés par Daesh comme des enfants «revenants».

Références et informations complémentaires

[sc_working_with_families_safeguarding_children_en.pdf](https://ec.europa.eu/homeaffairs/sites/homeaffairs/files/what-wedo/networks/radicalisation_awareness_network/a_bout-ran/ran-h-and-sc/docs/ran_yf-c_h-sc_working_with_families_safeguarding_children_en.pdf)

[affairs/sites/homeaffairs/files/what-wedo/networks/radicalisation_awareness_network/a_bout-ran/ran-h-and-sc/docs/ran_yf-c_h-](https://ec.europa.eu/homeaffairs/sites/homeaffairs/files/what-wedo/networks/radicalisation_awareness_network/a_bout-ran/ran-h-and-sc/docs/ran_yf-c_h-sc_working_with_families_safeguarding_children_en.pdf)

1. Réseau de sensibilisation à la radicalisation, [do/networks/radicalisation_awarenes](#) Centre d'excellence. (2016). *Retour des enfants s network/about-ran/ran-h-and dans leur pays d'origine après un séjour dans des zones de conflit*. RAN [sc/docs/ran_yf-c_h-](#)

Document d'analyse, novembre 2016. [sc_working_with_families_safeguardi](#)

Extrait de: [ng_children_en.pdf](#)

<https://ec.europa.eu/home-> 5. Almohammad, A. (2018). *ISIS Child*

[affaires/sites/homeaffairs/files/what-">affaires/sites/homeaffairs/files/what-](#) *Soldiers in Syria: The structural and*

[we-](#)

predatory recruitment, enlistment, pre-

[do/networks/radicalisation_awarenes](#) *training indoctrination, training, and* [s_network/ran-](#)

deployment. ICCT, février 2018.

[papers/docs/issue_paper_child_retur](#) Extrait de:

[\[n.pdf\]\(#\)](https://icct.nl/wpnees_from_conflict_zones_112016_e_content/uploads/2018/02/ICCT-</p>
</div>
<div data-bbox=)

[Almohammad-ISIS-Child-Soldiers-In-](#)

2. Réseau de sensibilisation à la radicalisation, [Syria-Feb2018.pdf](#)

du Centre d'excellence du RAN. (2016). *Le*

retour des combattants étrangers et le défi

de la réintégration. Document d'analyse du

RAN, novembre

2016. Extrait de: [\[affaires/sites/homeaffairs/files/what-">affaires/sites/homeaffairs/files/what-\]\(#\) \[we-\]\(#\)](https://ec.europa.eu/home-</p>
</div>
<div data-bbox=)

[do/networks/radicalisation_awarenes_s_network/ran-](#)

[papers/docs/issue_paper_foreign_fig](#)

[hter_returnees_reintegration_challen_ge_112016_en.pdf](#)

3. Réseau de sensibilisation à la radicalisation, Centre d'excellence. (2017).

Interventions destinées aux personnes qui rentrent dans leur pays d'origine: les

combattants terroristes étrangers et leur

famille Manuel du RAN, juillet 2017. Extrait

de:

<https://ec.europa.eu/home-> [affaires/sites/homeaffairs/files/ran_br](#)

[a4_m10_en.pdf](#)

4. Réseau de sensibilisation à la radicalisation, groupes de travail Jeunes, familles et communautés et Soins de santé et aide sociale. (2017). *Travailler avec les familles et protéger les enfants de la radicalisation: document d'orientation étape*

par étape à l'intention des praticiens et des décideurs politiques, article ex-post du RAN, février

2017. Extrait de:

<https://ec.europa.eu/home->